

Sismondi et la question du progrès

Lucien Gillard*

Contre les engouements nés de la révolution industrielle, Sismondi propose de raison garder. Il préconise d'analyser les effets produits par un choc technologique sur le fonctionnement d'un modèle de croissance équilibrée. Puis, d'analyser aussi comment se répartissent par classes sociales les bénéfices et inconvénients de l'industrialisation. Par-delà l'opposition traditionnelle entre richesse et bonheur, l'œuvre économique de Sismondi ouvre la voie à des recherches techniques sur les questions de « neutralité du progrès » et de « préférences collectives ».

SISMONDI AND THE PROGRESS QUESTION

Restive to the passion for the industrial revolution, Sismondi pleads in favor of reason. We ought first to see how one technical shock disturbs the process of an equilibrium model of growth, he said. And we also ought to appreciate how the costs and benefits of new machines divide between the social classes. Not only splitting up, as usual, wealth and happiness, Sismondi's economic works open the way to such technical inquiries as "neutrality of progress" and "welfare economics".

Code JEL : B12, E23, J01

Cet article¹ tente de synthétiser les opinions et analyses de Sismondi sur le progrès dans ses dimensions techniques, économiques et sociales. De même qu'on déplora très tôt qu'il n'y eut pas dans les *NPEP* un livre spécifiquement consacré à la richesse industrielle, de même cherchera-t-on vainement chez Sismondi une définition synthétique du progrès, y compris dans son ouvrage ultime, les *ESEP*. À partir d'indications éparées, il paraît cependant possible de repérer chez lui trois niveaux de définition². Au plan technique, le progrès résulte d'une application de connaissances raisonnées aux activités

* CNRS-LED, Université Paris VIII. Courriel : lucien.gillard.wanadoo.fr

1. Toutes les références (année, page) figurant à l'intérieur du texte ne renvoient qu'à des écrits de Sismondi. L'édition utilisée pour les *Études sur l'Économie Politique (ESEP)* est celle de Wahlen ; l'édition utilisée pour les *Nouveaux Principes d'Économie Politique (NPEP)* est la seconde. Cette édition de 1827 signale les ajouts au texte de 1819 (table des matières), et elle reproduit en annexe deux articles de revue déjà parus (1820, 1824). Par commodité, ces trois dates seront référencées avec la pagination de 1827, indiquée (a, b) selon le tome concerné.

2. Pour s'en tenir dans un premier temps aux *NPEP*, voir notamment 1819a, p. 103, 343, 394 et 1819b, p. 315. Dénonciations des carences : Fournier [1891], p. 808 ; Babel [1938], p. 297, 307, 313. Pour Hyse [1991], p. xxvii. Say raisonne en industriel, Ricardo en banquier, et Sismondi en marchand.

humaines en vue de soumettre les forces de la nature. Appliqué aux activités de production agricole ou dans les « arts mécaniques », cela prend la forme de nouveautés dans les savoir-faire, les instruments ou les machines, sous l'impulsion de la division du travail. Au plan économique, le progrès se manifeste par un accroissement de la force productive du travail, et cela prend la forme d'une économie de main-d'œuvre, soit directement, soit par le biais d'une économie sur l'emploi des matériaux utilisés par la main-d'œuvre. Une même quantité de travail peut ainsi créer plus de richesses. Au plan social, le progrès se manifeste dans les modalités du partage de ces nouvelles richesses, dans une perspective de « mieux être » pour la population. Quoique l'aspect quantitatif ne soit pas ici suffisant, la façon dont se redistribue le revenu national entre les classes possédantes et les autres peut en fournir une première indication.

Avant que la période des « Lumières » en ait fait l'un de ses thèmes majeurs, le progrès s'entendait au sens premier d'une marche en avant, un changement progressif dans les choses, sans jugement de valeur *a priori*. On pouvait en attendre le pire ou le meilleur, et c'est ce que rappelle Sismondi avec ses deux apologues sur le progrès technique¹. Une Angleterre couverte de machines à vapeur que le roi actionne d'une simple manivelle : désert. Un manche à balai qu'un sortilège transforme en porteur d'eau sans que l'apprenti sorcier sache l'arrêter : inondation. Face aux zéloteurs inconditionnels de la première révolution industrielle en Europe, Sismondi estime donc légitime de s'interroger sur les conséquences économiques et sociales des changements techniques. Par-delà l'antienne d'un Sismondi inventant la dynamique séquentielle des enchaînements périodiques², nous soutiendrons ici que le thème du progrès est pour cet auteur l'occasion d'une percée analytique dans deux autres domaines. Il annonce d'abord « l'économie du bien-être » (*Welfare Economics*), qui n'émergera vraiment qu'à la fin de son siècle, quand le concept d'optimum concurrencera le maximum. Et il annonce aussi des recherches sur la « neutralité du progrès technique » qui fleuriront dans les modèles de croissance au milieu du siècle suivant. Livrons-en de suite ses conclusions. La croissance est « biaisée » par le progrès technique, car la capitalisation a remplacé la consommation dans le gouvernement des richesses. Et la majeure partie de la population paie d'un prix excessif l'adoption de nouveaux procédés de travail, ce qui nuit au bonheur de l'ensemble des citoyens de l'association.

Nous verrons d'abord comment le modèle de croissance est pour Sismondi un instrument d'analyse permettant de formuler un jugement raisonné sur le progrès technique. Puis nous verrons comment Sismondi répond aux critiques des auteurs qui contestent cette approche. Nous verrons enfin comment s'opère chez Sismondi le déplacement analytique des richesses matérielles vers le bien-être social, critère ultime pour juger du progrès économique.

1. Respectivement dans 1819b, p. 331, et 1837, p. 41. L'apprenti sorcier (Gandalin) est un conte pour enfant publié en 1776 par le poète allemand Christoph Wieland.

2. Schumpeter [1954/1983], p. 164 ; Weiller [1971], p. 15 ; Sowell [1972], p. 71 ; Dome, [1989], p. 133. Mais le décalage temporel spécifique aux semences agricoles serait abusivement transposé au monde industriel, selon Rist ([1909/2000], p. 208), ou Lampérière ([1912], p. 57).

PROGRÈS ET CROISSANCE : LE MODÈLE DE 1819

C'est au Livre 2 des *NPEP* que Sismondi élabore le modèle du revenu d'équilibre qui permettra de porter ensuite un jugement sur la mécanisation des processus de travail (1819a, p. 117-123)¹. Il s'agit là d'une avancée par rapport à l'article « Political Economy » qui se bornait à énoncer la condition globale d'équilibre entre la production, le revenu et la consommation, tout en attribuant une forte probabilité à sa réalisation spontanée (ou à défaut, grâce au commerce extérieur). Le modèle proposé comporte deux classes sociales (riches/pauvres)², et deux activités productives (biens de subsistance/produits de luxe) soumises à une triple condition d'équilibre. Il faut d'abord « que le revenu national règle la dépense nationale ». Ni le riche ni le pauvre ne peuvent dépenser plus de revenu qu'ils n'en ont gagné ; or, le capital du riche devient le revenu du pauvre dans la période suivante. Il faut ensuite « que la dépense nationale absorbe toute la production nationale » : la richesse passe dans le fonds de consommation, et arrête ainsi de circuler. Si l'on produisait trop de biens de luxe par rapport au revenu des riches, ceux-ci ne pourraient les acheter, sauf à entamer leur capital, et retrancher ainsi sur les revenus qu'ils versent aux pauvres, ce qui amputerait leur propre revenu ultérieur. Si l'on produisait trop de biens de subsistance par rapport au revenu des pauvres, ceux-ci ne pourraient les acheter, à moins que leur prix ne baisse, mais cela réduirait le revenu des riches, et donc leur consommation puis, par contrecoup, le revenu des pauvres. Enfin, il faut que « la consommation totale détermine la reproduction des richesses de l'année suivante ». Pourvu que la consommation se soit distribuée correctement entre les deux branches de production, et que les riches capitalisent « avec prudence et mesure » une petite partie de leur revenu (1819a, p. 120), alors la reproduction de l'année peut atteindre un niveau supérieur à celui de l'année précédente, et « le cercle se changer en spirale ». L'auteur ne se situe donc pas dans une problématique d'état stationnaire, mais il définit comme seule véritablement « prospérante » la nation où tous les ajustements s'opèrent à la frontière supérieure des techniques et des besoins (1819a, p. 317), sans aucun gaspillage de main-d'œuvre.

L'aspect problématique du progrès économique provient de ce qu'il exacerbe la concurrence entre les producteurs, poussant chacun d'eux inéluctablement à réduire toujours plus ses coûts pour accroître toujours plus sa part de marché (1819a, p. 403, 407). Au terme de cette mécanique « *undersell and overtrade* », le prix des marchandises tend à s'établir sur la base des combinaisons productives les plus récentes, et la répartition du revenu national se modifie sans que son niveau s'accroisse pour autant (1819a, p. 331). Les fabricants les moins efficaces acceptent d'abord de gagner moins sur chaque unité produite en espérant

1. L'auteur abandonne la démarche formelle qu'il avait esquissée en 1803 (système d'équations) pour se démarquer des raisonnements de la « chrématistique, qui élimine les hommes comme on déplace des inconnues dans un calcul algébrique » ([1834], p. 150). Il n'existe cependant pas d'obstacles théoriques à la formalisation de ses analyses. Voir Lutfalla, [1967] ; Parguez [1973] ; Dome [1989] ; Schneider [2001].

2. On note un certain flottement dans la dénomination des classes sociales, repérée par le revenu (riches/pauvres), par la domination (possédants/travailleurs), ou par l'exploitation (fabricants/ouvriers). Ce dernier clivage s'élargit au niveau social global (prolétaires/capitalistes, lesquels regroupent fabricants et financiers), et il se particularise dans l'agriculture (maîtres/journaliers). L'auteur précise du moins qu'il traite de catégories pures, abstraction faite des doubles appartenances (1819a, p. 103).

s'y retrouver sur les quantités ; à la limite, ils préféreront même produire à perte plutôt que de tout arrêter. Mais, au bout du compte, les capitaux et les producteurs seront entraînés dans un mouvement irrépressible de concentration destructrice d'emploi. « L'erreur des économistes modernes » est d'encourager au machinisme et à toujours plus de production, en supposant faussement des capacités infinies à la consommation. Mais, sous la poussée concurrentielle, les manufacturiers ont multiplié le nombre des ouvriers débauchés, alors que le progrès leur aurait permis au contraire de diminuer le temps de travail des ouvriers embauchés, à revenu inchangé¹. On pousse une nation à sa ruine en perturbant ainsi l'équilibre dans ses revenus (1819a, p. 76-82, passage absent de 1818).

Dans un modèle de croissance à *technique donnée*, plusieurs signes peuvent indiquer un excès des épargnes : une production alimentaire insuffisante pour assurer le minimum de subsistances ; une élévation de la productivité du travail supérieure à celle des salaires ; une croissance de la production générant des embauches insuffisantes pour permettre aux revenus distribués d'absorber toute la production supplémentaire (1819a, p. 322-323). Mais quels effets peuvent produire sur le modèle de croissance équilibrée un *processus d'amélioration* des techniques ?

Biais dans le rapport global entre produit brut et produit net (1819a, p. 117-123)

Soit un choc exogène qui accroît la productivité, dans l'un ou l'autre des deux secteurs basiques de notre économie nationale (la population travaillante est donnée, ainsi que le salaire de subsistance). Cette situation risque d'engendrer une logique de déséquilibre si les riches ne modifient pas leur comportement de dépenses.

Supposons d'abord qu'il en résulte une production accrue des biens de subsistance. Le revenu des pauvres n'est pas en mesure de l'absorber, à moins que les prix ne baissent, et les riches ne sont guère intéressés à consommer davantage de ces biens. Il s'ensuit un mixte de débauchages et de baisses de prix, celles-ci proportionnelles à l'insuffisance initiale du revenu ouvrier s'il n'y a pas débauchages. Cela produit des effets négatifs l'année suivante, à cause des amputations opérées sur le capital des riches. Supposons maintenant une production accrue de luxe : soit les maîtres tirent sur leur capital pour consommer le surplus, réduisant ainsi leur revenu futur, soit ils refusent de le faire, avec une nouvelle alternative. Ou bien la surproduction constatée provoque des mises à pied dans les industries du luxe, ou bien les baisses de prix consenties par les producteurs du luxe incitent à un surcroît de consommation. Mais pour que tout le surplus s'écoule, il faut que ces prix baissent à proportion de l'écart entre le revenu initial des riches et la nouvelle production luxueuse. Mais, alors, ce qu'ils vont gagner en tant que consommateurs va se trouver annulé par ce qu'ils perdront comme producteurs, une perte qui produira des effets multiplicateurs pour les périodes suivantes. Si

1. Contrairement à l'ouvrier de Smith ([1776/1976], I, p. 260), qui voit croître son taux de salaire avec le progrès (seule la masse salariale baisse), celui de Sismondi est toujours contraint de « travailler au rabais ». Sous-payer ou fermer est une « irrésistible fatalité » qui s'impose aux maîtres, et qu'aucune action ouvrière ne peut contrecarrer.

cette perte affecte le revenu des riches, ce sont leurs futures consommations qui en pâtiront ; et si les riches consomment une partie de leur capital, ils retrancheront alors sur le revenu qu'ils distribuent aux pauvres, réduisant ainsi leur propre revenu ultérieur. Ces enchaînements invalident, pour Sismondi, cet argument généralement invoqué sous le nom de « compensation », et duquel il résulte que, si le progrès suscite initialement quelques débauchages inévitables, de nouvelles demandes devraient créer bientôt des emplois compensateurs, grâce aux baisses de prix que ce progrès autorise¹. Ils invalident aussi cet *a priori* des orthodoxes pour qui tout excès de production par rapport à la consommation est l'équivalent mathématique d'un surcroît de capital. Car cela ne vaut que si toute la production est vendue au prix coûtant (1819a, p. 125).

Pour que le choc initial de productivité puisse ne pas déséquilibrer les échanges, il faut et il suffit que les riches aient prélevé, au cours de la période précédente, une part de leur revenu pour augmenter leur capital, et/ou pour accroître le revenu des pauvres. Si, de plus, ce sacrifice, ou cette épargne, obéit à des règles de modération et de prudence, la « reproduction » s'effectuera sur une échelle supérieure, sans plus de disproportions entre la production nouvelle et celle de l'année précédente. Malthus pointe habilement la phrase assassine qui empêcherait toute explication de la croissance dans le modèle de Sismondi² : « On ne fait après tout qu'échanger la totalité de la production de l'année contre la totalité de la production de l'année précédente. » Une maladresse de plume que contredit tout le reste de l'ouvrage, ne serait-ce qu'à la page précédente (1819a, p. 119) : « C'est le revenu de l'année passée qui doit payer la production de cette année. » Or, toute la différence est là, car les riches peuvent prélever à discrétion sur leur *revenu* une part d'épargne pour l'investir dans de nouvelles productions, dont émergera une possible croissance.

Biais entre le revenu et la production dans une branche particulière (1819a, p. 403-406)

Soit la mécanisation de la production dans une manufacture d'étoffes : cette approche microéconomique va déboucher sur trois nouveautés analytiques.

Elle permet d'abord de s'interroger sur la nature du capital circulant comme composante du revenu brut. À un niveau global, tout ce qui ne revenait pas aux maîtres pouvait apparaître comme un équivalent du fonds de salaire, dans la mesure où les matériaux transformés à chaque étape de la production étaient eux-mêmes les produits d'un travail³. Ce n'est plus le cas au niveau du fabricant individuel, qui peut à loisir convertir une part de son capital circulant en capital fixe, sans avoir à puiser dans le revenu net, et sans même être sollicité par une

1. Sismondi précisera de nouveau (1827a, p. 353) qu'il n'a pas besoin de supposer l'inélasticité des consommations pour révoquer l'argument des compensateurs, car le revenu disponible reste le même.

2. Malthus [1820/1989], I, p. 420.

3. Le revenu net étant un prélèvement sur le revenu brut, soustraire celui-ci de celui-là ne fournit qu'une approximation du revenu global de la « classe travaillante ». Car la valeur (incluse au produit brut) des produits intermédiaires, que transforment actuellement les ouvriers, incorpore déjà une part de revenus nets antérieurs ; une part qu'il faudrait, en bonne comptabilité, déduire de ce fonds de salaire brut.

quelconque demande insatisfaite (1819a, p. 400). Il lui suffit d'escompter une plus grosse part de marché pour que des ouvriers soient sacrifiés à la machine.

On peut ainsi faire le partage entre l'intérêt particulier qui pousse le fabricant à mécaniser son exploitation et les conséquences sociales que ce comportement implique. Ce qui permet de contredire dans la pratique l'axiome courant sur les avantages de la libre concurrence. Il apparaît, par exemple, que toute création d'une manufacture ne peut que générer un revenu nouveau systématiquement inférieur à sa production nouvelle (1819a, p. 403). L'embauche d'ouvriers supplémentaires y est compensée par la diminution du taux de salaire, car les machines déqualifient le travail ; et le supplément de profit du manufacturier n'est qu'une captation sur celui de ses concurrents. Le bouclage ne peut s'effectuer qu'à l'aide d'une variable *ad hoc*, un débouché extérieur pour ces productions supplémentaires. Ce qui contrevient aux règles du raisonnement que Sismondi tente d'imposer à ses contradicteurs : trouver des solutions purement endogènes, dans le cadre de l'économie nationale. Pour prouver l'inanité logique de la solution anglaise, il suffit de transposer le modèle au niveau directement mondial, sans plus d'extériorité à disposition¹. Et Sismondi de conclure à la nécessité d'un progrès s'accomplissant de manière « graduée » pour avoir quelque chance de se perpétuer dans le temps (1819a, p. 409).

L'approche microéconomique permet enfin de comprendre comment le fabricant se « détermine » à mécaniser son exploitation. Sismondi inaugure là une démarche visant à expliquer de façon endogène la mise en œuvre du progrès économique, à partir des variables composant le modèle de croissance lui-même : préférences de consommation, coûts de production. Plus la distribution des revenus sera inégalitaire, et plus la consommation des riches orientera la production vers des produits à fort contenu en connaissances et en capital, décourageant ainsi plutôt les industries de main-d'œuvre (1819a, p. 357). Tandis que la mécanisation surviendra pour sa part dans la production d'objets de grande consommation, ceux que ne désirent pas particulièrement les possédants (1819a, p. 361). D'autre part, plus le financement de la production dépendra de capitaux externes à l'entreprise et plus les intérêts à verser au « capitaliste » pèseront sur le choix des techniques (1819a, p. 404). Selon que l'intérêt des capitaux coûte davantage au fabricant que le salaire des ouvriers², ou l'inverse, le progrès des manufactures tendra, ou ne tendra pas, à favoriser l'emploi d'une main-d'œuvre nombreuse. Et Sismondi de retrouver son opérateur central, produit brut/produit net³ : ce n'est pas tant le *taux* des rémunérations respectives qui induira le choix des techniques que la *part* du revenu total distribué par le fabricant à chacun des contributeurs (1819a, p. 402).

1. Concernant les contraintes logiques sur la construction du modèle, voir 1819a, p. 78, 115, et 1819b, p. 26, 92, 415. Pour une transposition du modèle de Sismondi au niveau mondial, 1819a, p. 78, 115, 268, 362, et 1819b, p. 316, 328.

2. Les raisonnements se font sur le prix des denrées de subsistance plutôt que sur le taux de salaire lui-même, de sorte que les variables explicatives du choix des techniques s'élargissent au couple : abondance de population – rareté des terres, lui-même en partie déterminé par la progression des richesses. Dans l'état du rapport des forces entre possédants et salariés, la masse salariale est alors entièrement à la discrétion des manufacturiers, qui sont de fait les véritables demandeurs des biens de subsistance. Toutefois, l'analyse des effets de la mécanisation sur l'emploi ne dépend pas de l'adoption de cette théorie. Voir Rebeyrol [1986], p. 98.

3. Dans les modèles de croissance contemporains, on retrouve cette approche alternative au prix relatif des facteurs dans Bloom [1946], p. 90.

Biais entre la demande de travail et la demande du produit (1819b, p. 317-326)

Comment se fait-il que le progrès puisse causer une « disproportion entre la population et le revenu qui la fait vivre » ? Sismondi revient une troisième fois sur son modèle de croissance pour y étudier le biais causé par un progrès non demandé.

Quand de nouvelles méthodes permettent de réduire le nombre d'ouvriers, cela peut augmenter la masse totale de travail tant que le marché absorbe le surplus de production : il faut qu'existe « au même moment » un public disposant du revenu nécessaire pour l'acheter, comme ce fut le cas pour l'imprimerie (1809b, p. 321). Mais (hypothèse exclue dans 1803b, p. 289) le progrès devient déséquilibrant quand les innovations répondent au seul besoin de capitaux en mal de placement. On a certes prétendu que la baisse des prix des objets manufacturés dégagerait un revenu consommable qui susciterait de nouvelles embauches. Mais il s'agit là d'une hypothèse gratuite, pour plusieurs raisons. La baisse de prix ne vaut supplément de revenu que pour ceux qui ont l'usage du produit en question. La présence de coûts fixes dans l'élaboration du produit rendra toujours la baisse de son prix inférieure à celle du taux des salaires. Et cette baisse de prix sera surtout inférieure à la diminution de la *masse* salariale, car beaucoup d'ouvriers auront été débauchés (1819b, p. 323).

Sismondi illustre cette fois son propos par l'établissement d'une manufacture de bas qui permet d'abaisser de 10 % le prix du produit fait main, avec une masse salariale passant de 80 à 10 % du capital circulant, tandis que le produit net (profit, intérêt) représente désormais 70 % du revenu brut (1819b, p. 325). Il croit même pouvoir montrer, à partir d'un chiffrage hypothétique, que cette mécanisation aura réduit le *montant* total du revenu distribué aux différents contributeurs. Mais davantage que son montant, c'est la nouvelle *distribution* de ce revenu entre les contributeurs qu'il faut observer (gain des uns et perte des autres) ; et plus encore, c'est la disproportion créée entre demande nouvelle pour le produit et travail suspendu par la technique. D'où cet axiome malicieux (1819b, p. 322) : « Dans toutes les manufactures perfectionnées, les machines n'ont jamais diminué le prix de leurs produits que dans une proportion arithmétique, tandis qu'elles ont suspendu la main-d'œuvre dans une proportion géométrique. » De fait, cette partie des *NPEP* prend Malthus pour cible, et la thèse qui voudrait faire de la population une variable dépendante de la richesse territoriale (les biens de subsistance), alors qu'elle dépend, pour Sismondi, du revenu des classes travaillantes ; et singulièrement de la façon dont la marche du progrès influe sur la demande de travail. Or, dans l'état actuel des relations sociales, les classes possédantes sont en mesure d'altérer ou de détruire le revenu des ouvriers à leur insu (1819b, p. 263) ; et ces derniers se méprennent donc constamment dans leurs projets familiaux.

PROGRÈS ET DÉBOUCHÉS : CONTROVERSE DES ANNÉES 1820

Sismondi est un auteur libéral qui s'est toujours gardé du dogmatisme. Fut-il conduit à radicaliser ses opinions suite à la crise économique de 1816-1817 en Europe ? Sa rencontre de 1818 avec Robert Owen, l'auteur d'un

plan pour éradiquer la misère en Angleterre, fut-elle déterminante ? Aucune de ces conjectures ne vaut pour ce qui concerne les opinions de Sismondi sur le thème qui nous occupe, ainsi qu'en atteste l'article qu'il écrivit pour l'Encyclopédie Brewster, dès 1815 au cours de sa retraite forcée à Pescia¹. Connaissant la ferveur avec laquelle il s'était engagé pendant les Cent Jours, on ne s'étonne pas trop, en effet, que la défaite napoléonienne ait pu modérer sous plusieurs aspects l'admiration inconditionnelle qu'il vouait jusqu'alors à l'Angleterre.

Si le progrès n'était abordé que de façon marginale dans le premier grand ouvrage de Sismondi sur l'économie politique, du moins l'était-il toujours de façon positive. Il y vante les innovations des fabricants et préconise même une aide directe des gouvernants aux manufactures. « Jamais le capital ne chômera entre les mains de son propriétaire, jamais il ne sera employé par eux autrement qu'à maintenir directement ou indirectement un travail productif, à répandre l'aisance parmi les ouvriers, et à réparer, par l'ouverture d'une nouvelle manufacture, la chute de celles que des circonstances contraires auront abattues². » Et voici, par comparaison, une sentence de l'article anglais : « Il n'est pas avantageux de remplacer un homme par une machine si on ne peut lui trouver du travail ailleurs... Mieux vaut avoir une population de citoyens que de machines à vapeur. »

Sans que l'influence de Sismondi n'ait jamais été reconnue par les auteurs d'outre-Manche, une étonnante série de revirements survint pourtant chez eux dans les années 1920 sur la question du progrès. Ricardo change d'opinion entre 1817 et 1821 ; McCulloch, toute révérence gardée vis-à-vis du maître, change d'avis entre 1821 et 1825, sans manquer toutefois de rechigner³ ; et Malthus change aussi d'analyse entre 1820 et 1836, supprimant dans le document préparatoire à la seconde édition (posthume) la démonstration qu'il avait précédemment chiffrée des effets négatifs de la mécanisation⁴. À l'origine de cette série se situe l'« erreur » confessée par Ricardo, dans la troisième édition de ses *Principles*, sur la question des machines. « Je faisais toujours croire parallèlement le revenu net et le revenu brut d'une société : tout prouve au contraire que les fonds où les propriétaires et les capitalistes puisent leur revenu peuvent grandir, tandis que diminue celui qui sert à maintenir la classe ouvrière⁵... » Mais Ricardo attribue cette prise de conscience à sa lecture d'un ouvrage de John Barton, lequel ne consacrait pourtant que trois pages au machinisme, ce dont il traitait d'ailleurs en termes de capital fixe/capital circulant, sans nulle référence à l'opposition du revenu brut au revenu net. Alors qu'affleure sans cesse, au contraire, la question du machinisme dans l'ouvrage

1. On situe l'année de cette élaboration grâce à la correspondance entretenue avec son ancien professeur genevois Marc Auguste Pictet de Rochemont, intercesseur auprès de Brewster.

2. *Richesse commerciale*, 1803, II, p. 447. Autres notations du même volume sur le progrès aux pages 19, 157, 243, 250, 289.

3. McCulloch [1821], p. 112 ; McCulloch [1825], p. 150. Dans Sraffa ([1951], VIII), une lettre de McCulloch protestant contre le chapitre ajouté par Ricardo ([1821], p. 391-393), et une lettre de Malthus en signalant l'existence à Sismondi ([1821], p. 376), qui n'en fera aucun commentaire.

4. Malthus [1820/1989], II, p. 261, 445. Sur la foi de l'article de McCulloch, l'auteur se plaint d'être tenu par Sismondi pour un ennemi des machines. Avec Pappe ([1976], p. 1153), notons l'adhésion de Stuart Mill [1848] aux thèses de Sismondi, qu'il connaît mais ne cite jamais. Sur le décryptage de ces revirements en Angleterre, Berg [1980], partie 2.

5. Ricardo [1821/1951], I, p. 388. Barton ([1817], p. 15-18) sur la mécanisation. L'ouvrage fut commenté pas Sismondi dans *Annales de législation et d'économie politique*, 1822, p. 82-119.

de Sismondi paru en 1819, et que la distinction entre produit brut et produit net en constitue le principal outil d'analyse.

Première controverse

Les premières critiques portées à l'analyse sismondienne vinrent donc d'Angleterre. Dans sa livraison d'octobre 1819, l'*Edinburgh Review, A Critical Journal* fait paraître un article de Robert Torrens dont la célébrité posthume va provenir des six pages que les historiens de la pensée économique dénomment aujourd'hui « digression sur Sismondi¹ ». Elle débute ainsi : « Il faut réfuter de façon scientifique l'affirmation du célèbre Sismondi, pour qui, dans l'état actuel de la société (qui ne porte aucune limite à la concurrence et à la mécanisation), la production ne peut équilibrer les possibilités de la consommation... Cette proposition est fondamentalement erronée. » Pour Torrens, le retour à la paix a provoqué de grands bouleversements dans les demandes de marchandises, de sorte que la crise de surproduction que traversent les pays européens est de nature purement circonstancielle. Certaines productions souffrent d'engorgement parce que d'autres sont insuffisantes ailleurs, mais le capital et le travail ne tarderont pas à s'ajuster à ces déséquilibres partiels, pour peu qu'on cesse de les entraver par des restrictions commerciales ou fiscales. L'offre et la demande sont, de fait, des « termes convertibles », et quand l'une s'accroît, l'autre en fait de même, « identiquement ». Par conséquent : « Un progrès des forces productives qui augmente le pouvoir d'achat des producteurs augmente d'autant leur consommation » (on peut faire abstraction de la thésaurisation, un phénomène marginal)... « Aussi longtemps que la passion de dépenser ou d'accumuler des richesses gouvernera le cœur humain, il ne sera pas possible que l'usage des machines et l'application des découvertes scientifiques accroissent l'offre de marchandises au-delà de ce que la société permet de consommer. » Et la digression de conclure : il n'est d'aucune utilité d'essayer, avec Sismondi, d'expliquer la pauvreté par un excès d'abondance : « Son paradoxe repose sur des hypothèses gratuites et absurdes. »

L'année suivante, Sismondi répond dans une revue genevoise à ce passage, paragraphe par paragraphe, tout en précisant qu'il ne réagit pas au reste de l'article, et que la sortie de crise n'est pas de son propos. Il rappelle d'abord la thèse qu'il a soutenue dans les *NPEP*, et « qu'il croit nouvelle », à savoir que le produit peut croître tandis que le revenu diminue dans le même temps. Puis viennent les trois réponses suivantes. Son critique ne parle que des prix à la production, alors que les échanges ne se font pas sur cette base. S'il est possible de tenir pour « convertibles » les offres et les demandes qui s'opèrent *entre les producteurs*, cela ne vaut pas pour les demandes finales de consommation, car les prix de marché dépendent des besoins et des capacités d'achat (1820, p. 380). Les coûts de production peuvent donc ne pas être couverts. Par ailleurs, son critique se place d'emblée dans un état de dépendance absolue pour les ouvriers, alors que ceux-ci disposent d'une certaine marge de manœuvre pour

1. Torrens [1819], p. 470-474 (digression). L'attribution de cet article est périodiquement questionnée, en dépit des courriers sans ambiguïté de Ricardo et de Malthus (Sraffa [1951], VIII, p. 156-160 et 375-376). Sowell ([1972-1991], p. 26) propose une explication plausible des raisons qui firent plus tard attribuer cet article à McCulloch par Sismondi [1827b], p. 376.

ce qui concerne la quantité de travail offerte, ainsi que la quantité et le type de marchandises demandées¹. « Dès qu'il y a des superflus possibles, la théorie tombe. » (1820, p. 390.) Enfin, son critique suppose que le progrès des machines et des capitaux accroît la production des différentes branches et le revenu de chacune des classes d'une façon qui se proportionne toujours rapidement aux consommations. Il se déplace, en somme, dans un « pays de fées » où un « coup de baguette » suffit pour établir les équilibres à chaque instant, tout en « sautant des degrés intermédiaires dans sa chaîne de raisonnement » (1820, p. 399). Or le progrès accroît la production par-delà les besoins précédents, en sorte qu'il faut qu'émergent des besoins supplémentaires, et aussi les moyens de les satisfaire. L'expérience montre cependant que le progrès n'augmente pas les salaires dans une proportion qui serait nécessaire à l'écoulement des nouvelles productions. Elle montre aussi qu'aucune prévision fiable n'est possible quant aux consommations futures. Le serait-elle d'ailleurs qu'il faudrait beaucoup de temps aux capacités de consommation pour coïncider (dans son niveau général, et dans sa diversité) avec le pouvoir de produire : dans la situation historique de l'époque, pas moins d'une génération sans doute pour que les déplacements aient fini de se réaliser, de l'agriculture vers la manufacture.

Deuxième controverse

En mars 1821, la seconde salve de critiques provient cette fois de McCulloch, et elle tient compte des réponses formulées par Sismondi dans son article de l'année précédente². Le progrès suscite un surcroît de production que la demande serait incapable d'absorber ? D'une part, cette augmentation de production n'est pas inéluctable, en vertu même de cette marge de manœuvre que Sismondi attribue lui-même aux ouvriers. En outre, il ne faut pas confondre un engorgement simultané de tous les marchés (« *general glut* ») avec certaines disproportions sectorielles provenant d'erreurs d'appréciation sur les besoins. « À tout excès quelque part doit correspondre ailleurs une insuffisance » ; celle-ci sera bientôt comblée grâce aux changements d'emploi des capitaux et des hommes. Tous les ouvriers libérés par les machines ne retrouveraient pas d'emploi, du fait que le retranchement effectué sur la masse des salaires (débauchages) ne compenserait pas l'amélioration de pouvoir généré par le progrès (baisse des prix) ? D'une part, la baisse de prix dans les branches qui se mécanisent génère une demande supplémentaire (notamment à l'exportation), qui diminue d'autant le débauchage dans ces branches. Et puis cette baisse de prix dégage un revenu disponible pour d'autres types de consommation, car il est erroné de poser la saturation des besoins : « Il n'existe aucune limite à la passion d'accumuler. » (P. 114.) Enfin, le risque d'un excès global de production sur les possibilités de consommation

1. L'auteur se démarque ici de la stricte théorie du fonds des salaires, ainsi qu'il l'avait fait déjà dans 1803b, p. 72. L'ouvrier s'y voyait crédité d'un salaire supérieur à ses seuls besoins de subsistance, participant ainsi à sa mesure au revenu net (« le revenu des ouvriers, c'est le salaire superflu, non le nécessaire »). Dans les *NPEP*, le cas d'un salaire réduit au niveau des subsistances « ne se réalise presque jamais » (contre l'opinion de Ricardo), mais le surplus de salaire par-delà le minimum vital reste comptabilisé comme du capital circulant, dans le revenu brut (1819a, p. 373-374, 423-427).

2. McCulloch reproche à Malthus la vision symétrique d'une sous-consommation, et son remède fallacieux du supplément de revenus pour une tierce classe improductive (p. 121).

se trouverait accru par l'effet même du progrès dans les capacités productives ? Sismondi oublie totalement de considérer la production des machines dans son schéma, lesquelles multiplient pourtant les occasions d'emploi, pour peu bien sûr qu'on laisse les modifications d'activités se dérouler librement. Or, 90 % des engorgements actuels résultent d'interventions étatiques, de celles que Sismondi réclame continuellement. Mais « aucune régulation politique n'accroîtra jamais d'un seul farthing la richesse nationale » (p. 120) ; elle l'orientera simplement dans de mauvaises voies. On notera que ces deux dernières critiques se trouvaient déjà esquissées l'année précédente dans la première édition des *Principes* de Malthus¹.

Trois ans plus tard, Sismondi apporte une réponse à ces critiques², plaçant directement le débat théorique au plus haut niveau : Sismondi et Malthus contre Ricardo et Say, deux conceptions radicalement différentes de l'économie politique en formation (1824, p. 410).

Premier point : c'est une offre de salaire accrue (demande de travail, donc) qui doit impulser la production et les innovations, non pas les anticipations aléatoires que des entrepreneurs élaborent à propos des futurs besoins de consommation, avec pour seul objectif d'ôter des parts de marché à leurs concurrents. Deuxièmement : les orthodoxes ne démontrent aucunement que la production crée par elle-même sa propre demande, et ils introduisent arbitrairement dans leur raisonnement des variables *ad hoc*, type commerce extérieur, pour assurer l'équilibre des quantités globales³. Enfin : le maintien de manufactures pour les pauvres dépend de la création de manufactures pour les riches (1824, p. 431), ce qui nécessite du temps ; si les équilibres finissent toujours par se rétablir entre la production et la consommation, ils le font dans la douleur. Heureusement, le corps social nourrit des préjugés et des rigidités qui freinent l'application du progrès ; ce sont là des régulations naturelles que les politiques doivent absolument s'interdire de contrecarrer : « laisser aux populations superflues le temps de passer ». Au risque de rebuter ses lecteurs (*sic*), Sismondi se lance alors dans une longue démonstration chiffrée du « mécanisme social », au terme de laquelle il entend de nouveau prouver que le fabricant, qui augmente sa performance grâce à une innovation dans ses modes de production, ne crée pas automatiquement les consommateurs qui lui permettraient d'écouler sa production supplémentaire (1824, p. 417-423). Il s'agit de la version la plus élaborée de son modèle de croissance.

L'économie nationale se compose maintenant de trois branches : l'agriculture, productrice de nourritures, la « manufacture commune », productrice d'habillement, et la manufacture de luxe. Les deux premières satisfont des besoins nécessaires à la vie humaine, la dernière procure des jouissances. Dans un système d'échanges équilibrés, le progrès est introduit sous la forme d'une mécanisation de l'agriculture ou d'une innovation dans l'art de cultiver les terres. Cela accroît le rapport de la production à la population active (la

1. Malthus [1820/1989], I, p. 420.

2. Les réponses de Sismondi à ses contradicteurs anglais (1820, 1824) ont été traduites par E. Henderson, sous le titre chapeau « Two Papers on Demand » dans *International Economic Papers*, 7, 1957.

3. L'argument analytique se suffisait à lui-même, mais Sismondi ajoute que, dans la pratique, l'Angleterre doit en outre prêter de l'argent à l'Amérique espagnole pour écouler ses productions excessives (1824, p. 415).

productivité physique), avec la double option suivante pour le propriétaire-fermier : soit le maintien constant du volume de la production, avec un débauchage d'ouvriers ; soit la conservation du même nombre d'ouvriers avec une production accrue. Le modèle vise à montrer les conditions nécessaires au rétablissement de l'équilibre initial : la remise au travail des ouvriers débauchés, dans le premier cas ; l'écoulement de toute la production supplémentaire dans le second. Au terme de la démonstration, qui prend la forme d'une suite de transactions inter-branches convergeant de proche en proche vers l'annulation du déséquilibre initial, il apparaît qu'une augmentation de la population globale est requise : assez faible dans le premier cas ; beaucoup plus forte dans le second. De sorte que l'accroissement de la productivité, premier indicateur analytique du progrès, transmet son déséquilibre au second indicateur, le rapport de la population totale à la population active. Un déséquilibre qui concerne maintenant les capacités de l'agriculture à fournir les biens de subsistance à cette population supplémentaire, et les délais que cela nécessitera. D'où la conclusion de Sismondi, qui déclare explicitement son accord de principe avec le raisonnement de Ricardo (1824, p. 424), à cette nuance près que l'école orthodoxe ne devrait pas faire abstraction du temps et de l'espace dans sa résolution du déséquilibre. Sismondi ne serait-il qu'un théoricien des phénomènes de transition ? Pour soutenir le contraire, il suffit de revenir aux fondamentaux de son analyse : la distinction entre produit brut et produit net.

Car c'est bien ce que Sismondi semble avoir ici oublié en cours de route, tout préoccupé qu'il est par le chiffrage des modalités d'épuisement du surproduit agricole à travers les échanges intermédiaires entre manufacturiers. Un modèle physiocratique, en somme, dont l'expression algébrique (façon 1803a, p. 104-108) aurait immédiatement rendu lisible le défaut de construction. Il se trouve en effet que, dans les branches manufacturières, l'ouvrier ne se distingue plus du maître : « les ouvriers s'emploient entre eux », sans distinction de classes sociales, ni salariat¹. Dans ce modèle, la production manufacturière se trouve en somme mise en œuvre par un artisan, à moins qu'elle s'effectue sous le régime de l'association du capital et du travail (une formule qui aura un temps ses faveurs). De fait, tout se passe comme si le produit net issu de la terre, dans l'agriculture, occultait le surproduit prélevé sur le travail ouvrier dans toutes les autres branches de la production. Deux conséquences résultent de cette occultation. Les consommations de subsistance étant saturées, il faut trouver dans la manufacture du luxe les débouchés au surcroît de produit net agricole que le progrès a généré. Cette branche ne se développe que si elle peut mobiliser du travail et du capital supplémentaires. L'abandon de la théorie du fonds de salaire conditionne la première solution : les ouvriers-artisans du

1. Les chiffres d'emploi que fournit Sismondi désignent bien une fonction de maître et une fonction d'ouvrier dans l'agriculture (p. 418), alors qu'il n'est question que d'ouvriers dans les manufactures (p. 422). Dans une note de la page 424, l'ouvrier du luxe, initialement le seul dans cette « industrie naissante », se trouve subrepticement qualifié de « maître », chargé d'augmenter le volume d'emploi nécessaire au rééquilibrage, mais ce maître ne perçoit pas de gratification supérieure à celle des nouveaux embauchés. Le salaire supérieur versé aux ouvriers du luxe par rapport aux ouvriers ordinaires ne s'expliquerait-il pas davantage par cette ambiguïté de leur statut que par une surenchère destinée à les attirer dans cette branche (p. 423) ? Et aussi ce constat : « L'industriel, pour employer un mot que ce système a mis à la mode, ne sait plus ce que c'est que d'avoir un état : il gagne seulement un salaire. » (1826, p. 613.)

luxe perçoivent un sur-salaire¹, ce qui leur permet d'être des consommateurs de leurs propres produits de luxe. Quant à la mobilisation d'un capital supplémentaire dans ces manufactures, Sismondi se trouve bien en peine de la trouver, faute d'avoir comptabilisé le produit net que génère à chaque instant le produit brut dans les manufactures. L'unique fois où son modèle intègre une branche productrice de machines, celle-ci provient en totalité d'une conversion du fonds des salaires en capital fixe². Et ses effets sur l'emploi ne sont appréhendés que par le biais des dépenses d'entretien et d'amortissement, sans considérer la demande transitoire de travail que nécessite la construction même de la machine (1819a, p. 406). Il revint à Rosa Luxembourg d'exposer minutieusement cette aporie analytique du modèle sismondien.

Troisième controverse

Cependant, la partie ne s'est pas jouée qu'avec l'Angleterre. On n'aurait d'ailleurs mal compris que le représentant français de l'école orthodoxe restât davantage silencieux dans cette affaire. Et puisque son ami Ricardo n'était plus là pour se défendre, il lui revenait de le faire à sa place (*sic*). Jean-Baptiste Say, donc, reprend cette croisade « pour la vérité » dans le numéro de la *Revue encyclopédique* qui suit immédiatement le plaidoyer de Sismondi, un « auteur estimable », au demeurant, et « justement célèbre ». Il est vrai que son article l'associait à Ricardo, et que cette mise en cause personnelle pouvait justifier à elle seule sa réponse³.

L'argumentation peut se résumer ainsi. D'abord, la production ne saurait excéder durablement la consommation, « loi des débouchés » oblige. Car les produits dont la vente ne couvre pas les coûts ne sont que de la peine perdue, pas même des produits. En conséquence, l'inconvénient n'est pas de trop produire, mais de ne pas produire ce qui convient. C'est l'effet d'un mauvais calcul des entrepreneurs sur les besoins des consommateurs, ce que le marché corrigera de lui-même. L'analyse doit tenir compte des « résultats permanents », non pas des « froissements qui accompagnent toujours les transitions » (p. 25). L'histoire montre d'ailleurs que le sort de l'humanité s'est constamment amélioré avec le progrès des arts : en un siècle, la population de la France a doublé, et sa consommation par habitant aussi. Ensuite, le progrès de l'industrie ne pénalise pas la classe ouvrière. Il permet aux entrepreneurs de produire davantage

1. Le propriétaire-fermier qui s'est enrichi grâce au progrès achète plus chers les produits de luxe, et cela procure aux ouvriers-maîtres de cette branche un « salaire en sus du salaire nécessaire » (p. 423). Mais dans une note de la page 427, relative à l'option : progrès de productivité avec maintien d'emploi, on constate que les ouvriers agricoles voient leur salaire baisser, et donc passer en dessous du salaire considéré comme nécessaire dans l'état initial, ce qui implique bien que le « salaire nécessaire » y dépassait là aussi le seuil de subsistance. Dans Sismondi (1803b, p. 70), la couverture des dépenses liées aux temps de repos, de maladie et de chômage font aussi partie du « salaire nécessaire » : il est donc possible de rogner encore sur cette marge avant que l'ouvrier ne se mette à mendier.

2. Nassau Senior établira plus tard que c'est là une condition nécessaire pour que la mécanisation nuise aux ouvriers, mais elle ne suffit pas : il faut aussi qu'elle se fasse à production constante ([1836-1850], p. 162-164), ce qui correspondait à l'hypothèse de Ricardo dans son chapitre xxxi. Voir aussi Rebeyrol [1986], p. 96.

3. Say [1824], p. 18. La démonstration chiffrée n'est pas discutée.

à salaire constant, et l'expérience montre d'ailleurs que les salaires pratiqués dans les branches mécanisées sont souvent supérieurs à ce qu'ils sont ailleurs. Grâce à de nouvelles demandes, en effet, le progrès permet à la fois les baisses de prix et les hausses de salaires, la multiplication des produits étant la cause même de la demande qui en est faite. Il en résulte un surcroît de jouissance et de population : le bonheur. C'est donc une erreur que de vouloir raréfier la production pour en rendre le prix de vente plus élevé, avec la perspective de rendre ainsi possibles des hausses de salaire (p. 21). Enfin, et plus généralement, il faut empêcher le législateur d'instaurer des contraintes artificielles aux possibilités de produire (du type : garantie de salaire, obligation de partage), ce qui ne ferait que compromettre l'esprit d'entreprise et la prospérité nationale. Car l'intérêt général ne peut résulter que d'une libre confrontation entre les intéressés eux-mêmes.

Sismondi attendra la seconde édition des *NPEP* pour répondre à cet article ; une réponse qui tient en six pages, et qui renvoie pour l'essentiel à la première édition, tout en regrettant que Say déforme sa thèse pour mieux la combattre (sur le freinage des productions, notamment). Puis il note qu'on ne saurait voir de simples « froissements » dans une maladie du corps social qui se prolonge depuis sept ans, et il engage Say à se demander pourquoi « dans les nations opulentes, la classe qui produit tout est chaque jour plus proche d'être réduite à ne jouir de rien » (1827b, p. 464). Sa réponse tient en trois points. D'abord, « les privations des pauvres ne prouvent point le besoin de plus de production, si on ne leur procure pas en même temps un revenu pour les acheter ». Or, nos institutions actuelles contribuent à « dépouiller la classe travaillante » des moyens d'acquiescer la part de richesses qui devrait lui revenir. La façon dont se partage le revenu national est un « vice de notre organisation ». Ensuite : « Les progrès naturels des nations industrielles ne prouvent point l'avantage des progrès désordonnés. » La production s'avère un bien si elle est demandée, payée, consommée ; elle ne l'est plus si son écoulement dépend seulement du nombre de consommateurs que le producteur parvient à prélever sur ses concurrents (1827b, p. 462). Enfin : le législateur n'est pas resté neutre quand il a institué la propriété, réglé les héritages, protégé les monopoles... On doit certes convenir que le pouvoir social s'est rarement mêlé de l'administration des affaires privées sans faire du mal. Mais l'intervention de l'autorité reste encore aujourd'hui nécessaire, « pour détruire tout au moins le mal qu'elle a fait ».

PROGRÈS ET BONHEUR : LA DERNIÈRE DÉCENNIE

L'« Avertissement » qui ouvre la seconde édition des *NPEP* (1827a, p. xi) synthétise parfaitement le message sismondien. « Pour le bonheur de tous, il est nécessaire que le revenu croisse avec le capital, que la population ne dépasse point le revenu qui doit la faire vivre, que la consommation croisse comme la population, et que la reproduction se proportionne également et au capital qui la produit, et à la population qui la consomme. » Pour Sismondi, analyser la « formation et le progrès de la richesse » implique donc de prendre la population comme variable centrale (le titre de l'ouvrage) ; elle exige de s'interroger prioritairement sur son bonheur, non pas sur la richesse en soi.

Selon McCulloch, on l'a vu, ce serait parce que Sismondi néglige d'incorporer une branche productrice des machines que son progrès technique engendre un déficit dans la demande de travail. Cette critique ne reçut pas de réponse, alors qu'elle déplaçait seulement le problème, en créant un nouveau surplus dans la branche destinée à éponger le surplus initial. Connoter positivement cet engrenage (« croissance ») requiert quelque *a priori* anthropologique. La nature humaine ne connaît pas de limite à la passion d'accumuler, soutient McCulloch ; ce n'est pas la « richesse numérique » qu'il faut ici considérer, mais le bien-être collectif, rétorque Sismondi. Cette opposition cardinale entre richesse et bonheur appartient à une longue tradition philosophique ; elle a transité par Adam Smith dans la réflexion économique de Sismondi, et celui-ci l'a enrichie de vérifications sociétales au cours de ses longs développements sur l'histoire de l'Italie ou de la France. Au tournant du XIX^e siècle, la transformation des institutions politiques a certes permis d'entrevoir le bonheur comme une idée neuve en Europe, mais il restait à savoir si, et comment, cette idée pourrait se réaliser concrètement. Cela dépendra, pour Sismondi, de la façon dont les relations sociales se verront transformées par le progrès dans la production des richesses.

Il existe un certain seuil de revenu à partir duquel la consommation de marchandises est portée par des *désirs* : les classes supérieures en tirent plus ou moins de plaisir alors qu'en deçà de ce seuil les consommations ne font que satisfaire un plus ou moins grand degré d'aisance dans la satisfaction de *besoins* vitaux. Pour peu que le partage des richesses soit équitable, la seule jouissance, le seul luxe auquel la classe ouvrière puisse aspirer ne relève pas de la marchandise, mais du temps disponible pour développer ses facultés personnelles. C'est ce que pourraient, en droit, lui procurer les applications du progrès techniques, mais c'est ce dont l'organisation sociale la prive sous l'effet du progrès économique. « L'homme a droit à ce que le développement des pouvoirs mécaniques lui procure plus de repos. » Mais le progrès a des effets contraires : il prive d'emploi un grand nombre d'hommes¹, et quant aux autres, il les aliène à la machine et les dépouille d'une part plus grande encore du produit de leur travail. Et Sismondi d'énoncer une règle de justice pour l'action collective² : aucune satisfaction d'un désir du riche ne doit pouvoir se payer du prix de la privation d'un besoin du pauvre (1838, p. 206).

Sismondi approfondit ces questions dans les œuvres de la seconde décennie, réédition des *Nouveaux Principes d'Économie Politique* (1827), *Revue Mensuelle d'Économie Politique* (1834, 1835), *Études sur l'Économie Politique* (1837, 1838). Si elles ne suscitèrent pas de réactions du côté des théoriciens britanniques de l'économie³, ces œuvres firent en revanche l'objet d'une lecture attentive de la part des réformateurs sociaux dans nombre de pays. Et ce n'est pas forcer le trait que d'y voir les prémisses de ce que seront ensuite (*nolens, volens*) les thèmes de l'exploitation et de l'aliénation dans une certaine tradition marxiste.

1. L'homme « au repos » n'est pas l'homme « oisif », privé d'emploi contre son gré, un thème récurrent chez Sismondi : 1819b, p. 367 ; 1820, p. 395 ; 1824, p. 419, 433 ; 1827a, p. 77, 349 ; 1827b, p. 318 ; 1834, p. 2.

2. Voir l'exposé de quelques règles complémentaires dans Gillard [2010], p. 114-117.

3. Sans aucune référence à Sismondi, l'Angleterre connut aussi son débat méthodologique sur le bonheur et la science du législateur (Collini, Winch, Burrow [1983], chap. 2), mais l'économie politique s'y focalisait alors sur l'aristocratie terrienne, l'empire commercial et la dette publique (Winch [2002], p. 6, 16, 69).

Le progrès comme facteur de spoliation

L'objection analytique majeure à laquelle dut faire face Sismondi, concernant son traitement social du progrès, porta sur la causalité. « Il n'y a aucune liaison nécessaire entre industrialisation et souffrance ouvrière », entend, par exemple, démontrer Charles Dunoyer¹. Or c'est précisément là le point essentiel chez Sismondi, pour qui l'augmentation fabuleuse des richesses et celle non moins effrayante des détresses relèvent d'une seule et même logique depuis cinquante ans². Il ne s'agit pas de hasard (1838, p. 155), et c'est pourquoi il est abusif d'assimiler progrès technique et progrès social (1838, p. 157, 194).

La concurrence conduit toujours à une économie de main-d'œuvre et une baisse des salaires : les manifestations concrètes en sont actuellement l'esclavage et le machinisme, cette nouvelle forme de servitude (1837, p. 23, 141 ; 1838, p. 168). Le progrès met sur le marché des produits nouveaux qui procurent un supplément d'utilité négligeable au regard du prix social qu'il en exige : la Société doit se demander de combien de morts peut se payer un fil de coton plus fin (1827a, p. 233 ; 1837, p. 5 ; 1838, p. 205). Et il lui revient de ne pas appeler à l'existence des hommes qu'on privera ensuite de toutes les jouissances qui donnent du prix à la vie (1827a, p. 397).

Deux raisons expliquent pourquoi les ouvriers font plus particulièrement les frais de l'industrialisation. Beaucoup d'entre eux se trouvent cruellement expropriés par les machines qui les rendent « superflus » (1837, p. 264) et qui les plongent alors dans cet état de « paupérisme » où sont réduits les ouvriers quand l'ouvrage leur manque (1837, p. 31). Quant à ceux qui continuent de travailler, ils se trouvent à leur tour expropriés de la « mieux value » qu'ils produisent grâce aux machines (1819a, p. 103). Une « usurpation » de revenus (1819a, p. 378) à laquelle les condamne cette concurrence injuste qu'ils sont contraints de se faire entre eux pour ne pas être débauchés, le père, parfois, par ses propres enfants, car la machine déqualifie le travail (1819a, p. 382, 395 ; 1834b, p. 16). La « lutte entre la classe ouvrière et celle qui la paie » est tellement inégale (1819a, p. 382), la « disproportion entre elles si effrayante » (1838, p. 230) que le « prélèvement » opéré par la classe capitaliste sur le revenu des ouvriers peut être tenu pour une véritable « spoliation ». « Le fabricant ne gagne pas parce que son produit vaut plus qu'il ne coûte, mais parce qu'il ne paie pas tout ce que coûte son produit » (1827a, p. 87, 92). La concurrence universelle fait de l'ouvrier un « prolétaire », celui qu'on a « chargé de tout le travail de la Société, privé de toute propriété » et « déshérité de tous les bienfaits de la civilisation » (1834b, p. 4 ; 1837, p. 24). C'est « la plaie des temps modernes » que l'accroissement vertigineux de cette « classe d'hommes sans passé et sans avenir », qui « n'ont rien et ne peuvent compter sur rien » (1837, p. 142, 165, 177). Une « calamité » qui va de pair avec la centralisation des capitaux et la domination de l'aristocratie d'argent (1837, p. 26, 167 ; 1838, p. 50, 53).

On voit par nos citations que le thème des prélèvements, mieux-values et autres luttes de classes se trouvait déjà esquissé par Sismondi en 1819 ; s'il n'est

1. Dunoyer [1827], p. 617.

2. Le système des manufactures aurait multiplié la production par quarante, la valeur de cette production par quatre, et la population ouvrière par deux (1838, p. 215, 250). Sur ces bases, la productivité du travail aurait donc été multipliée par vingt, et le prix unitaire des produits nouveaux divisé par dix. Tout cela pour un salaire de subsistance inchangé.

qu'approfondi par la suite, il était en revanche totalement absent de l'article paru l'année précédente en Angleterre. Il faut convenir, d'ailleurs, que le progrès n'apporte rien de spécifique à l'analyse de ce thème, car la mécanisation ne fait qu'exacerber une logique prédatrice déjà contenue dans le modèle de croissance sans changements techniques. Il n'en va pas de même avec le thème de l'« aliénation ».

Le progrès comme facteur d'aliénation

Pour les contradicteurs de Sismondi, l'expérience historique montre que la machine libère l'homme des tâches les plus pénibles, accroît son temps de loisirs, et le fait accéder à un meilleur niveau de vie¹. Il continuera pour sa part de revendiquer la conformité de ses analyses avec les situations vécues depuis les trois dernières décennies, en Europe (1837, p. 37 ; 1838, p. 155, 213).

« Abruti » par les conditions du travail sur les machines, condamné aux tâches parcellaires les plus simples et uniformes, dans des lieux et sur des matériaux malsains (1820, p. 386), réduit à ne toucher qu'un gage misérable qui suffit à peine à le faire vivre au niveau d'un animal (1819b, p. 313), l'ouvrier devient véritablement étranger à lui-même. « Il perd tout sentiment de dignité humaine, et l'amour de la liberté » (1819a, p. 226) ; « il s'avilit pour échapper au sentiment de sa misère » (1834b, p. 4). Car sa dégradation ne se limite pas au physique (morbidité, mortalité) : elle est aussi morale (criminalité, naissances illégitimes, alcoolisme). L'ouvrier « n'équivaut plus qu'à une machine ayant perdu en intelligence, vigueur physique, santé, gaieté ce qu'il a gagné en pouvoir de produire la richesse : un pouvoir acheté au prix odieux du sacrifice de milliers d'hommes » (1819a, p. 395-396 ; 1834a, p. 140). Or, le développement des pouvoirs mécaniques devrait lui donner droit aussi à certains bénéfices : plus de repos, l'éducation de ses enfants, l'instruction pour lui-même, sa part de bonheur et une garantie pour son avenir (1834b, p. 1). Au lieu de cela, l'ouvrier n'en récolte que des sacrifices et le progrès des richesses se retourne finalement contre lui de multiples façons : « monotonie, abrutissement, insalubrité, servitude à la machine » (1838, p. 203). À quoi s'ajoutent la précarité de sa condition et l'insécurité d'un salaire « qu'il ne peut ni calculer ni prévoir », puisqu'il est « engagé et congédié selon des révolutions mercantiles » qui le dépassent (1834a, p. 125). Et tout cela n'est pas sans implication politique pour Sismondi, qui dénonce aussi une dépendance accrue vis-à-vis de la classe supérieure, « des milliers de bras asservis à une seule volonté » (1837, p. 142), ce qui compromet au passage tout idéal d'autonomie. Et ce qui rend aussi contre-nature cette alliance que nouaient alors les républicains avec les industrialistes (1834b, p. 11 ; 1838, p. 241), dans une inconscience totale du laminage en cours des classes moyennes (1834, p. 19 ; 1838, p. 151, 191).

La question que doit se poser la Société devient donc celle-ci : « qui sont les heureux que fait la manufacture ? » (1838, p. 150, 176). Une « jalousie constante » (1819a, p. 172), associée à un fort « sentiment d'honneur », pousse les ouvriers à combattre ce système dans des luttes désespérées (coalitions,

1. Borde [1820], p. 479, 486 ; Ivernois [1829], p. 9, 16 ; Fix [1836], p. 498. Et plus tard, Aftalion [1899], p. 105, 140, 163, 219 ; Gras [1911], p. 109, 125.

soulevements, grèves, bris de machines) dont on a vu cependant la vanité en Angleterre, et plus récemment en France¹ (1834b, p. 5, 19). Leurs luttes sont légitimes, cependant, et on ne saurait les en blâmer, car dans l'état de désespoir où sont les ouvriers, « l'ordre social devient pour eux un ennemi à détruire ». Et cela, au prix même de leur propre mort, que ce soit la faim qui les emporte (témoignages des ouvriers de Nottingham dans [1820], p. 404), ou que les magistrats et les militaires s'en chargent, toujours au service des puissants (1819a, p. 377, 408). Mais cette dénonciation ne relève pas du jugement moral, et s'il s'accorde avec Lamennais pour voir dans le machinisme une augmentation de la charge de travail et une baisse du salaire, Sismondi ne peut accepter ses appels à la vengeance contre les manufacturiers. Car les maîtres subissent eux-mêmes la loi du système sans en être responsables personnellement (1834b, p. 5, 18) ; et c'est en toute inconscience que leur comportement individuel s'avère antisocial (1838, p. 191). D'où la vanité des propositions d'association ou de coopération entre les classes, car elles seront incapables d'éliminer la logique économique des surproductions (1838, p. 254).

Le progrès et l'intérêt du consommateur

L'absurdité suprême de ce « système des manufactures » provient d'ailleurs de ce qu'il ne rend pas même les classes supérieures véritablement plus heureuses. Car la consommation des produits de luxe que certaines de ces manufactures rendent possible ne fait que satisfaire chez les riches des besoins illusoire, sans accroître de façon significative leurs jouissances. L'obligation sociale où ils sont de tenir leur rang, pour « rester dans la même proportion avec les autres », leur procure des satisfactions de pure vanité (1819b, p. 318) dont l'utilité s'abaisse très rapidement à mesure où s'accroissent leurs achats de prestige (1820, p. 396 ; 1837, p. 10 ; 1838, p. 250). C'est ce que montre l'exemple des habits luxueux (1819b, p. 322), dont la grande diffusion permise par les manufactures a rendu par là même moins valorisant pour les riches le fait de les arborer en société (1837, p. 5). La meilleure façon d'accroître le bonheur national serait donc de commencer par améliorer le bien-être de la classe la plus nombreuse, car « l'intérêt du consommateur » qu'invoquent sans cesse ses détracteurs n'est qu'une « illusion par abstraction » qu'on ne saurait identifier à l'intérêt de la Société sans se demander de quels consommateurs il s'agit (1834a, p. 135). L'application de la science aux arts mécaniques doit viser le plus grand bien-être pour toutes les classes de la nation, non pas l'augmentation du seul *niveau moyen* : « Les progrès de la richesse sont illusoire s'ils sont obtenus au prix de la misère commune et de la mortalité. » (1819a, p. 233.) Et Sismondi d'en appeler aux employeurs pour qu'ils assurent à leurs journaliers la part de « mieux value » nécessaire à une vie décente (1819b, p. 347 ; 1834b, p. 15). Un plafond s'établira d'ailleurs de lui-même dans ces concessions salariales, car les besoins élémentaires (en nourriture, habillement et logement) trouvent leur propre limite

1. Le bris de machine est évoqué d'un mot dans 1819a, p. 409. En Angleterre, le mouvement de sabotage « luddite » et les insurrections ouvrières contre les conditions de travail commencent en 1811. En France, les révoltes « contre les machines à vapeur » apparaissent vingt ans après (1830 : Vienne, Saint-Étienne). Sismondi évoque plus longuement la révolte des canuts lyonnais (1834b, p. 6) et il compare sa répression à la Saint-Barthélemy.

physique¹ (1819a, p. 78). Et l'écart entre le niveau du salaire de subsistance et les consommations de luxe est tel qu'il ne suscitera jamais d'émulation chez les pauvres (à la manière smithienne) : seulement du ressentiment et de la haine à l'encontre des propriétaires.

Le progrès et l'intérêt national

Mais si l'empathie avec la classe dominée est indéniable, ce n'est pas en son nom que Sismondi mène ses analyses : seule la reproduction sociale dans son ensemble lui importe². La situation que produit la société industrielle « compromet dangereusement les bases de l'ordre social » (1824, p. 377). La détresse des faibles devient la calamité des puissants, car « une population malheureuse et souffrante sera toujours inquiète et ennemie de l'ordre public ; elle sera aussi dangereuse pour les autres qu'à la charge d'elle-même » (1819a, p. 380). On peut certes tabler sur les comportements routiniers pour brider quelque peu l'esprit spéculatif qui envahit tous les marchés, et des préjugés de toutes sortes peuvent freiner les intérêts individuels dans l'application aux arts du progrès de la science (1824, p. 455 ; 1837, p. 75 ; 1838, p. 247). Mais cela ne suffira pas et il faut recourir aussi à l'« autorité souveraine qui représente l'intérêt permanent et calme de tous contre l'intérêt temporaire et passionné de chacun » (1819a, p. 52). La Société se doit de défendre les déshérités contre eux-mêmes avant que n'éclate la « guerre civile » ; il faut leur rendre la vie facile, et plus difficile la production en grand des richesses, plutôt que de faire l'inverse (1834b, p. 22 ; 1837, p. 105). Pour éviter les dérapages anarchiques du progrès, Sismondi préconisera, *in fine*, de contrôler à la fois : la part de production nationale qui s'exporte (une incitation à toujours produire davantage), la part de revenu brut qui circule sous forme de numéraire (un encouragement aux innovations portées par du crédit bancaire, sans demande préalable), et même (1838, p. 171, 181) la part des « ouvriers de l'intelligence », ou « aristocratie de l'esprit », dans la population totale (pour éviter un excès d'inventions). Un retour à la problématique des « justes proportions » dans la croissance des richesses.

Sous le titre « Comment les manufactures contribuent-elles au bonheur des hommes », le quatorzième Essai des *ESEP* entend répondre point par point aux arguments des industrialistes qui invoquent l'avantage collectif à l'appui de leur zèle. Ne pas dépendre de l'étranger ? Vérifions d'abord que la manufacture qu'on veut créer ne génère pas un surcroît de misère pour nos propres producteurs (1838, p. 218). Produire davantage de richesses ? Une nouvelle manufacture résulte souvent d'un simple transfert d'activité. La priorité consiste à augmenter le revenu des ouvriers qui sont les principaux consommateurs de produits manufacturés (p. 222). Améliorer la balance extérieure ? Cette balance ne se limite pas aux marchandises, et il est possible de l'améliorer autrement. En outre, il ne faut pas confondre surplus de numéraire et surplus de capital : une nation

1. L'hypothèse de saturation se limite à cette classe sociale et à ce type de biens ; encore Sismondi note-t-il souvent que le niveau de vie ouvrier demeure en dessous de ce seuil (1834b, p. 15, par exemple).

2. Pour Festy [1918], p. 121, Sismondi reste un « homme de cabinet et de salon » qui n'eut jamais « aucun contact avec la classe ouvrière », et dont « les réflexions charitables relèvent d'un esprit de patronage ».

s'appauvrit en accumulant du numéraire, car elle développe des « activités trompeuses » (p. 226) et de « l'insécurité sur les valeurs en circulation ». Accroître les rentrées d'impôts ? Les principales contributions proviennent de la terre ; pour accroître celles qui portent sur la consommation, améliorons d'abord le revenu des consommateurs¹. Conclusion (p. 233) : « Une manufacture n'est pas nécessairement un mal, mais son développement rapide est toujours un danger... elle engendre une alternance de travail excessif et d'oisiveté. » Comment y faire face ? Sans doute pas, dans l'esprit de Sismondi, par des interventions directes de l'autorité souveraine sur la production et les échanges privés ; mais plutôt sur le cadre juridique qui conditionne les comportements économiques (droit de la propriété, des successions, du travail, de la concurrence, et même de la famille). Pour timide qu'il soit, cet interventionnisme suffira cependant à déconsidérer son analyse économique chez de nombreux commentateurs. En tenant l'économie pour une « science de gouvernement » prodiguant des conseils pratiques, il se serait mépris sur son objet.

Cette dernière critique tient souvent lieu aujourd'hui d'explication pour le faible succès que rencontrèrent les analyses de Sismondi en son temps, mais on peut en suggérer une autre, moins politique. Dans des pays où les quatre cinquièmes de la population vivent encore de la « richesse terrienne » (1834a, p. 9 ; 1837, p. 108), avec une industrialisation embryonnaire et une prolétarianisation marginale, la transposition dans les années 1820 du cas anglais à l'Europe continentale ne manquerait-elle pas de ce réalisme dont l'auteur se targue². Paradoxalement, même, il semblerait que l'application à la France de son modèle d'induction du progrès basé sur les coûts comparatifs de l'usage du travail et du capital pourrait assez bien rendre compte d'un certain *frein* à l'industrialisation dans la période où Sismondi écrivait³. À considérer l'histoire du machinisme, et plus encore celle du réformisme social qu'il préconisait comme remède au paupérisme, les analyses de Sismondi pourraient donc bien avoir été prématurées. En ajoutant une dose de machines et de prolétaires à son modèle, il en a parasité quelque peu le message essentiel, issu de l'article anglais de 1818 : ce système de concurrence et de propriété engendre et reproduit incessamment un déséquilibre structurel dans le circuit global des revenus. Le libéral s'effraie alors lui-même des conséquences logiques de ses analyses au plan social : il voudrait empêcher le continent d'emprunter la même voie que l'Angleterre, car la conquête des marchés extérieurs et le surcroît de mécanisation ne sont que des manières de fuites en avant pour retarder les changements que requiert l'organisation sociale. D'où sa fameuse réplique : « Ce n'est point contre les machines, ni contre les découvertes, que portent mes objections, c'est contre le type actuel d'organisation de la société qui conduit à un partage injuste des fruits du progrès. » (1824, p. 432.) Dans la seconde moitié du siècle, cependant, quand les situations historiques en viendront à coïncider avec leurs concepts sismondiens sur le continent, les « socialistes » de diverses obédiences auront occupé les terrains intellectuel, politique et social. En partie sur les dépouilles des analyses prophétiques de Sismondi.

1. Ce dernier argument (tiré de 1834, p. 30) n'est toutefois pas repris en 1838.

2. En Angleterre, le champ intellectuel était suffisamment verrouillé pour que l'argument sur l'interventionnisme suffise : ni compte rendu, ni traduction des *NPEP*. Sur les ambiguïtés de la réception de Sismondi en France, voir Demals [2002].

3. Caron [1985], p. 68-70.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFTALION A. [1899], *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi*, Paris, Pédone.
- BABEL A. [1938], « La notion de progrès chez Sismondi », *Revue internationale de sociologie*, 4, p. 296-328.
- BARTON J. [1817], *Observations on the circumstances which influence the condition of the labouring class of society*, Londres, Arch.
- BERG M. [1980], *The machinery question and making of political economy, 1815-1848*, Cambridge University Press.
- BLOOM G. F. [1946], « A note on Hicks' theory of invention », *American Economic Review*, 1, p. 83-96.
- BORDE A. de la [1820], « Compte rendu des Nouveaux Principes d'Économie Politique de Simonde de Sismondi », *Revue encyclopédique*, I, p. 474-501.
- CARON F. [1985], « Le système productif français au XIX^e siècle était-il sismondien ? », *Économie et Société*, Hors série XXVIII, p. 63-72.
- COLLINI S., WINCH D., BURROW J. [1983], *That noble science. A study in nineteenth century intellectual history*, Cambridge University Press.
- DEMALS T. [2002], « Les deux Sismondi d'Aftalion », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, 29, p. 37-59.
- DOMÉ T. [1989], « Theoretical analysis of Sismondi's tableau économique », *Metroeconomica*, p. 119-139.
- DUNOYER C. [1827], « Nouveaux Principes d'Économie Politique, deuxième édition, par J.C.L. Simonde de Sismondi », *Revue encyclopédique*, IV, p. 602-622.
- FESTY O. [1918], « Sismondi et la condition des ouvriers français de son temps », *Revue d'économie politique*, I, p. 46-72, et II, p. 118-136.
- FIX T. [1837], « Études sur l'Économie Politique, par Simonde de Sismondi », *Revue mensuelle d'économie politique*, V, p. 497-501.
- FOURNIER DE FLAIX E. [1891], « Sismondi », dans SAY L., CHAILLY J. (dir.), *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, Paris, Guillaumin, III, p. 805-810.
- GILLARD L. [2010], *Simonde de Sismondi : vie, œuvres, concepts*, Paris, Ellipses.
- GRAS M. [1911], *Du machinisme et de ses conséquences économiques et sociales dans l'industrie moderne*, Paris, Rousseau.
- HITIER J. [1899], « Sismondi, ses doctrines économiques et sociales », *Revue d'économie politique*, p. 529-582.
- HONT I. [2005], *Jealousy and Trade : International Competition and the Nation State in Historical Perspective*, Harvard University Press.
- HYSE R. [1991], « Translator's Introduction », dans *Sismondi, New Principles of Political Economy*, New Brunswick, Transaction Publishers, p. xvii-xll.
- IVERNOIS F. d' [1829], *Contre Simonde de Sismondi économiste*, KARMIN O. (ed.), Genève, Imprimerie centrale, 1913.
- LAMPÉRIÈRE H. [1912], *Les discussions sur les crises de surproduction dans les premières années du XIX^e siècle*, Paris, Sirey.
- LUTFALLA M. [1967], « Sismondi et la loi des débouchés », *Revue économique*, IV, p. 654-673.
- LUXEMBOURG R. [1913], *L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1976.
- MCCULLOCH J. R. [1821], « The opinions of Messrs Say, Sismondi and Malthus on the effects of machinery and accumulation, stated and examined », *Edinburgh Review*, 40, p. 102-123.
- MCCULLOCH J. R. [1825], *The Principles of Political Economy, with a sketch of the rise and progress of that science*, Londres, Black and Tait.
- MCCULLOCH J. R. [1826], *An essay on the circumstances which determine the rate of wages and the condition of labouring classes*, Londres, Longman, 1831.
- MALTHUS R. [1820], *Principles of Political Economy. Considered with a view of their Practical Application*, Cambridge University Press, 1989.

- PAPPE H. O. [1976], « Sismondi et John Stuart Mill », *Économie et Société*, Hors série XXI, p. 1150-1160.
- PARGUEZ A. [1973], « Sismondi et la théorie du déséquilibre macro-économique », *Revue économique*, V, p. 837-866.
- REBEYROL A. [1986], « Machinisme et loi du marché chez Ricardo », *Cahiers d'économie politique*, 12, p. 89-104.
- RICARDO D. [1817, 1821], *On the Principles of Political Economy and Taxation*, dans SRAFFA P., DOBB M. (eds), 1951, vol. I.
- RIST C. [1909], « Simonde de Sismondi », dans GIDE C., RIST C., *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, Paris, Dalloz, 2000, p. 188-200.
- SALIS J. R. de [1932], *Sismondi, la vie et l'œuvre d'un cosmopolite philosophe*, Genève, Slatkine, 1973.
- SAY J-B. [1824], « Économie Politique. Sur la balance des consommations avec les productions », *Revue encyclopédique*, 33, p. 18-31.
- SCHNEIDER M. [2001], « Sismondi's macroeconomic model. An annotated translation », *History of Economics Review*, 34, p. 182-189.
- SCHUMPETER J. A. [1954], *Histoire de l'analyse économique*, Paris, Gallimard, 1983.
- SENIOR N. W. [1836], *Outline of the Science of Political Economy*, Londres, Griffin, 1850.
- SISMONDI J.-C. [1803], *De la richesse commerciale, ou Principes d'économie politique appliqués à la législation commerciale*, Paris, Paschard, deux tomes.
- SISMONDI J.-C. [1818], « Political Economy », dans BREWSTER D. (ed.), *Edinburgh Encyclopedia*.
- SISMONDI J.-C. [1819], *Nouveaux Principes d'Économie Politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, Paris, Delaunay, sept livres en deux tomes (a, b).
- SISMONDI J.-C. [1820], « Examen de cette question : le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire », *Annales de législation et de jurisprudence*, I, 111-144. Reproduit dans 1827b, p. 373-407.
- SISMONDI J.-C. [1824], « Sur la balance des consommations avec les productions », *Revue encyclopédique*, 22, p. 264-298. Reproduit dans 1827b, p. 408-458, et dans 1837, p. 33-77 (seules les vingt premières pages sont nouvelles).
- SISMONDI J.-C. [1826], « Les Nouveaux Principes d'Économie Politique. Jours qu'ils peuvent jeter sur la crise qu'éprouve aujourd'hui l'Angleterre », *Revue encyclopédique*, 31, p. 608-618.
- SISMONDI J.-C. [1827], *Nouveaux Principes d'Économie Politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, Paris, Delaunay, deux tomes (a, b). Réédition de 1819, augmentée d'une trentaine de pages et enrichie de trois annexes, réunies sous le titre : « Éclaircissements relatifs à la balance des consommations et des productions », 1827b, p. 369-464.
- SISMONDI J.-C. [1834a], « De la richesse territoriale », *Revue mensuelle d'économie politique*, II, p. 123-153.
- SISMONDI J.-C. [1834b], « Du sort des ouvriers dans les manufactures », *Revue mensuelle d'économie politique*, III, p. 1-32.
- SISMONDI J.-C. [1837-38], *Études sur l'économie politique*, Bruxelles, Wahlen et Cie, deux volumes. Télécopie en un volume, Genève, Slatkine, 1980.
- SMITH A. [1776], *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Oxford, Clarendon Press, 1976.
- SOWELL T. [1972], « Sismondi, a neglected pioneer », *History of Political Economy*, I, p. 62-88.
- SOWELL T. [1972], *La loi de Say, une analyse historique*, Paris, LITEC, 1991.
- SRAFFA P., DOBB M. (EDS), [1951-1973], *The works and correspondance of David Ricardo*, Cambridge, University Press, 11 volumes.
- TORRENS R. [1819], « Mr. Owen's Plan for relieving the national distress », *Edinburgh Review*, 32, p. 453-477.

- TUAN M.-L. [1927], *Simonde de Sismondi as an economist*, New York, Columbia University Press.
- VIGREUX J.-B. [1934], *Sismondi et le progrès technique du machinisme*, Paris, Rivière.
- WEILLER J. [1971], « Préface », dans SISMONDI J.-C., *Nouveaux Principes d'Économie Politique* (Livres 1 à 4), Paris, Calman Levy, p. 7-45.
- WINCH D. [2002], *The political economy of british industrial experience*, Oxford University Press.